

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2005-2006

---

25 JANVIER 2006

---

**Proposition de loi modifiant les articles 109 et 111 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, en vue d'étendre le champ d'application du congé-éducation payé**

(Déposée par M. Wouter Beke)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

Avec la mise en œuvre de la déclaration de Bologne, l'enseignement supérieur est entré en pleine mutation et en pleine expansion. Parmi les résultats de cette évolution, on peut citer l'instauration de la structure bachelier-*master*, la création d'associations entre écoles supérieures et universités, l'intérêt porté à l'apprentissage à vie, ...

Sur le plan social et sociétal, l'apprentissage tout au long de la vie est un des points essentiels de l'opération. Dans un tel contexte, il s'impose aussi de faire le lien avec le congé-éducation payé.

Dans le cadre de la flexibilisation de l'enseignement supérieur, il est possible de proposer aussi les formations sous la forme d'enseignement à distance.

Cela implique, par définition, que le nombre d'heures de contact (obligatoires) est très limité.

Dans un contexte éducatif modifié — où l'apprentissage se fait non plus uniquement dans le cadre d'un enseignement *ex cathedra*, mais par exemple aussi dans celui de l'enseignement ouvert et de l'enseignement à distance, la manière dont est réglé le congé-éducation payé fait problème. Les modalités d'octroi de ce type de congé ne sont plus adaptées aux développements en cours dans le champ de l'enseignement.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2005-2006

---

25 JANUARI 2006

---

**Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 109 en 111 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, ter verruiming van het toepassingsgebied van het betaald educatief verlof**

(Ingediend door de heer Wouter Beke)

---

## TOELICHTING

---

Met de implementatie van de zogenaamde Bologna-verklaring is het hoger onderwijs in volle ontwikkeling en expansie. Resultaten van die evolutie zijn onder andere de invoering van een bachelor/master-structuur, de vorming van associaties tussen hogescholen en universiteiten, aandacht voor het levenslang leren, ...

« *Life long learning* » is sociaal en maatschappelijk gezien één van de belangrijke aandachtspunten in die hele operatie. In dit kader past het ook de link te leggen naar het « betaald educatief verlof » (BEV).

In het licht van de flexibilisering van het hoger onderwijs bestaat de mogelijkheid de opleidingen ook in afstandsonderwijs aan te bieden.

Per definitie houdt dit in dat het aantal (verplichte) contacturen zeer beperkt is.

In een gewijzigde onderwijscontext — waar « leren » niet enkel meer via *ex-cathedra*-onderricht geschiedt, maar ook via bijvoorbeeld open en afstandsonderwijs — rijzen er problemen met de wijze waarop het BEV is geregeld. De toekenning ervan is niet meer aangepast aan de moderne ontwikkelingen op het onderwijsveld.

La loi prévoit que seules les heures de présence effective aux cours sont prises en compte pour déterminer le droit au congé-éducation payé.

Cette réglementation est un problème pour les écoles supérieures qui décident de proposer des formations dans le cadre de l'enseignement ouvert ou de l'enseignement à distance et, surtout, pour les étudiants qui veulent les suivre, dès lors que les candidats à ce type de formation n'ont pas droit au congé-éducation payé. L'on peut pourtant affirmer que la plupart de ces formations sont aussi sérieuses que les formations « ordinaires » : leurs programmes sont comparables, le temps total qui y est consacré (de 1500 à 1800 heures par an) est assez semblable et ils entraînent une charge de travail pratiquement égale.

L'on sait par expérience que ceux qui optent pour ce type de formation le font généralement pour des raisons professionnelles ou familiales, car le fait de devoir combiner travail, famille et études est un facteur de difficulté supplémentaire.

Il est éminemment souhaitable, pour de nombreux étudiants, qu'ils puissent effectivement avoir accès au congé-éducation payé.

Pour les étudiants qui se préparent aux examens des jurys des communautés et dont la présence aux cours ne peut pas non plus faire l'objet d'un « contrôle », l'article 116, § 3, de l'arrêté royal du 3 mai 1990 visant à exécuter la loi du 10 juin 1993 instaure la possibilité du congé-éducation en considérant la préparation et la présentation d'examens au jury central comme une formation professionnelle.

On a également préservé la possibilité de suivre des formations n'impliquant pas une présence régulière des intéressés; c'est le Roi qui détermine les normes d'assiduité auxquelles le travailleur doit satisfaire.

Une exception a donc été faite pour les étudiants qui ne sont, en principe, jamais présents aux cours. Ils ont le droit de s'absenter pendant un nombre d'heures correspondant au triple du nombre d'heures de travail prévu par leur régime hebdomadaire de travail.

Par analogie avec ce qui est prévu pour les étudiants précités, il faut prévoir aussi la possibilité, pour les étudiants qui s'inscrivent à une formation dans le cadre de l'enseignement à distance, de bénéficier du système de congé-éducation payé.

Il importe aussi de noter qu'en vertu de l'article 7 de la loi précitée, les périodes de stage, en principe, n'entrent pas en ligne de compte pour la fixation de la durée du congé-éducation payé.

De wetgeving bepaalt dat enkel de uren effectieve aanwezigheid in de cursussen in aanmerking komen voor de bepaling van het recht op educatief verlof.

Die regeling stelt de hogescholen en de studenten in het bijzonder voor problemen: indien zij opleidingen wensen aan te bieden of te volgen via open en afstandsonderwijs hebben ze geen recht op BEV. Toch zijn de meeste van dergelijke opleidingen qua studieprogramma en -omvang (1500 tot 1800 uren/jaar) en studiebelasting even hoog als het programma aangeboden in het « gewone » opleidingskader.

De ervaring leert dat mensen die een dergelijke opleidingsvorm verkiezen dit doorgaans doen omwille van werk- of familiale omstandigheden. De combinatie van werk, gezin en studie is immers een extra belastende factor.

Het zou voor vele studenten meer dan wenselijk zijn mochten zij wel een beroep kunnen doen op BEV.

Voor studenten die zich voorbereiden op de examens bij de Examencommissie van de gemeenschappen, waar ook geen « controle » op de aanwezigheid in de cursussen mogelijk is, voorziet van artikel 116, § 3, van het koninklijk besluit van 3 mei 1990 tot uitvoering van de wet van 10 juni 1993 in de mogelijkheid van educatief verlof door de voorbereiding op en het afleggen van examens voor de centrale examencommissie als beroepsopleiding te beschouwen.

Tevens werd de mogelijkheid inzake opleidingen die geen regelmatige aanwezigheid van de betrokkenen impliceren open gelaten; hier bepaalt de Koning de normen inzake nauwgezetheid waaraan de werknemer moet voldoen.

Voor de studenten die in principe geen enkel lesuur aanwezig zijn, is dus een uitzondering gemaakt. Zij hebben recht op maximaal een aantal verlofuren dat gelijk is aan driemaal de wekelijkse arbeidsduur.

Naar analogie hiervan moet het mogelijk zijn dat ook de studenten die zich inschrijven voor een opleiding via afstandsonderwijs, het stelsel van betaald educatief verlof kunnen genieten.

Er zij tevens aangestipt dat het aangehaalde artikel 7 van de wet ook stipuleert dat stages in principe niet in aanmerking komen voor BEV.

La direction du Congé-éducation payé considère en effet que les périodes de stage qui se situent dans le prolongement direct de la formation et de cours n'ouvrent le droit au congé-éducation payé que sur la base du quota des heures de congé non utilisées pour les cours précédemment suivis.

Toutefois, de nombreuses formations de l'enseignement supérieur comprennent un stage d'une durée assez longue que les étudiants de l'enseignement ouvert et de l'enseignement à distance doivent eux aussi accomplir. À l'heure actuelle, ils effectuent généralement ce stage pendant leurs jours de congé.

Il y aurait lieu d'élaborer une réglementation prévoyant la prise en compte de ces périodes de stage obligatoires pour la fixation de la durée du congé-éducation payé.

L'expérience montre que les personnes qui optent pour l'enseignement à distance le font le plus souvent pour des raisons professionnelles ou familiales. Combiner travail, études et famille est un facteur de difficulté supplémentaire pour ces travailleurs étudiants.

En principe, les étudiants qui bénéficient d'un congé-éducation payé ne peuvent faire valoir que le nombre d'heures de présence effective aux cours. Les périodes de stage ne peuvent pas être prises en considération.

Dans la brochure qu'elle a éditée, la direction du Congé-éducation payé précise qu'une période de stage, qui se situe dans le prolongement direct d'une formation comportant un certain nombre d'heures de cours, peut donner lieu au bénéfice des congés, mais uniquement sur la base du quota des heures de congé non utilisées pour les cours précédemment suivis.

Les étudiants qui suivent une formation à distance doivent accomplir un stage tout comme les étudiants réguliers. Toutefois, le mécanisme de calcul normal en vigueur ne peut pas leur être appliqué. Un autre mécanisme de calcul s'impose.

*Différence entre universités et hautes écoles quant au nombre d'heures de congé-éducation payé pour les formations de bachelier-master*

L'article 111, § 1<sup>er</sup>, de la loi prévoit que le travailleur qui suit une formation professionnelle a le droit de s'absenter du travail pendant 120 heures par an au maximum.

Le même article dispose en son § 5 que, pour le travailleur qui suit une formation menant à un diplôme délivré par une université belge ou un établissement belge assimilé aux universités, le nombre maximum d'heures est fixé à 180.

De directie Betaald Educatief Verlof is immers van oordeel dat voor stages — in het verlengde van de opleiding en cursussen — slechts educatief verlof kan worden opgenomen op basis van het resterende saldo dat niet werd opgenomen voor de gevolgde opleiding.

Heel wat opleidingen in het hoger onderwijs omvaten echter een vrij ruime stageperiode. Ook studenten open en afstandsonderwijs moeten die volbrengen. Momenteel lopen zij die stage meestal tijdens hun verlofdagen van en/of op het werk.

Een regeling waarbij deze verplichte stage in rekening wordt gebracht bij de bepaling van de duur van het educatief verlof dringt zich op.

De ervaring leert dat mensen die kiezen voor afstandsonderwijs dit meestal doen omwille van werk- of familiale omstandigheden. De combinatie werk, studie en gezin is een extra-belastende factor waarmee studenten-werknemers te kampen hebben.

Studenten die recht hebben op BEV kunnen dit in principe enkel doen gelden voor het aantal effectieve uren aanwezigheid. Stages zijn hierbij uitgesloten.

Uit de brochure van de directie BEV (p. 17) blijkt dat die instelling van oordeel is dat wanneer de stage in het verlengde ligt van een opleiding die een aantal cursusuren omvat, BEV kan worden opgenomen tot het einde van de stageperiode, maar alleen op basis van het resterende saldo dat niet werd opgenomen voor de gevolgde opleiding.

Studenten die een afstandsopleiding volgen moeten evenzeer als reguliere studenten stage volbrengen. Het normaal geldende berekeningsmechanisme kan op hen echter niet toegepast worden. Een ander berekeningsmechanisme is hier noodzakelijk.

*Onderscheid aantal uren BEV tussen bachelor/master-opleidingen aan de universiteit en aan de hogescholen*

Artikel 111, § 1, van de wet bepaalt dat wie een beroepsopleiding volgt per jaar maximum 120 uren verlof kan verwerven.

Paragraaf 5 van hetzelfde artikel stelt dat voor een werknemer die een opleiding volgt die leidt tot een diploma afgeleverd door een Belgische universiteit of een met de Belgische universiteiten gelijkgestelde inrichting, het maximum aantal uren op 180 wordt vastgesteld.

Eu égard au décret relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur, cela signifierait que quiconque suit une formation universitaire de bachelier ou de *master* dans une université a droit à 180 heures de congé par an. Quiconque suit une formation identique dans une école supérieure ou suit une formation de bachelier professionnel n'a droit qu'à 120 heures.

Il semble logique d'éliminer cette distorsion.

*Droit au congé-éducation payé dans le cadre d'une préparation à un assessment en vue de l'agrément de compétences acquises précédemment*

L'article 109, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>*bis*, dispose qu'est considérée comme formation professionnelle, la préparation et la présentation des examens organisés par les autorités fédérées dans le cadre d'un système de reconnaissance, d'agrément ou de certification des compétences acquises, selon les modalités d'application déterminées par le Roi.

Les modalités d'exécution n'ont pas encore été définies, mais il ressort de la brochure de la direction du Congé-éducation payé qu'elles devraient être inspirées des modalités spécifiques existant pour le jury de la Communauté flamande.

Le décret relatif à la flexibilisation prévoit qu'au niveau des associations, des instances de validation seront créées qui pourront délivrer des certificats d'aptitude sur la base de compétences acquises précédemment.

Il est souhaitable que les étudiants qui se préparent à une procédure d'*assessment* auprès d'une instance de validation aient aussi droit à un congé-éducation payé, à moins qu'il s'agisse d'instances qui relèvent déjà des entités fédérées.

\*  
\* \*

In het kader van het Structuurdecreet hoger onderwijs zou dit betekenen dat wie een academische bachelor- of een master-opleiding volgt aan de universiteit recht heeft op 180 uren per jaar. Wie dezelfde opleiding volgt aan een hogeschool of een professionele bachelor-opleiding volgt, heeft maar recht op 120 uren.

Het lijkt logisch die discrepantie te bannen.

*Recht op BEV bij voorbereiding assessment in het kader van de erkenning van eerder verworven competenties*

Artikel 109, § 1, 7*bis*, bepaalt dat als beroepsopleiding beschouwd wordt de voorbereiding en het afleggen van examens georganiseerd door de gefedereerde overheden in het kader van een systeem van (h) erkenning of certificering van verworven competenties, volgens de toepassingsmodaliteiten vastgesteld door de Koning.

Die uitvoeringsbepalingen zijn alsnog niet vastgelegd, maar uit de brochure van de directie BEV (p. 12, punt 8*bis*) blijkt dat die zouden geïnspireerd zijn op de specifieke bestaande regelen van de Examencommissie Vlaamse Gemeenschap.

Het flexibiliseringsdecreet voorziet erin dat op het niveau van de associaties validerende instanties worden opgericht die op basis van eerder verworven competenties bekwaamheidsbewijzen kunnen uitreiken.

Het is wenselijk dat studenten, die zich voorbereiden op een assessmentprocedure bij een validerende instantie, ook recht hebben op BEV, tenzij die instanties nu reeds onder de term « gefedereerde overheden » zouden vallen.

Wouter BEKE.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI****Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2**

Il est inséré à l'article 109, § 1<sup>er</sup>, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 10 août 2005, un 7<sup>o</sup>ter, libellé comme suit :

« 7<sup>o</sup>ter. — l'accomplissement des stages obligatoires et la préparation et la présentation d'examens dans le cadre de l'enseignement ouvert et de l'enseignement à distance et la préparation d'une procédure d'*assessment* auprès d'une instance de validation, qui peut délivrer des certificats d'aptitude en fonction de compétences acquises précédemment, sous réserve des modalités d'application déterminées par le Roi; »

**Art. 3**

L'article 111, § 5, de la même loi, modifié par la loi du 10 juin 1993 et l'arrêté royal du 28 mars 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. — Pour le travailleur qui suit une formation menant à un diplôme universitaire ou professionnel bachelier ou de *master*, délivré par une université ou une haute école belge ou un établissement belge assimilé aux universités ou aux hautes écoles, le nombre maximum d'heures est fixé à 180. »

23 décembre 2005.

**WETSVOORSTEL****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet

**Art. 2**

In artikel 109, § 1, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 augustus 2005, wordt een 7<sup>o</sup>ter ingevoegd, luidende als volgt :

« 7<sup>o</sup>ter. — Het volgen van, de voorbereiding op, het afleggen van examens en de verplichte stages in het kader van open- en afstandsonderwijs en de voorbereiding van een assessmentprocedure bij een validerende instantie waarbij op basis van eerder verworven competenties bekwaamheidsbewijzen kunnen worden uitgereikt, onder voorbehoud van bijzondere toepassingsregels die de Koning vaststelt; »

**Art. 3**

Artikel 111, § 5, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 juni 1993 en het koninklijk besluit van 28 maart 1995, wordt vervangen als volgt :

« § 5. — Voor de werknemer die een opleiding volgt die leidt tot een diploma van academische of professionele bachelor of master, afgeleverd door een Belgische universiteit of hogeschool of een met de Belgische universiteiten of hogescholen gelijkgestelde inrichting, wordt het maximum aantal uren op 180 vastgesteld. »

23 december 2005.

Wouter BEKE.